

POURQUOI LE 7 OCTOBRE ?

Poser cette question peut paraître curieux. Mais force est de constater que le « massacre du 7 octobre 2023 » revient comme un leitmotiv depuis plus de 2 ans pour justifier tout.

Bombarder Gaza, c'est à cause du 7 octobre 2023...

Bombarder le Liban, c'est à cause du 7 octobre 2023

Bombarder l'Iran, c'est à cause du 7 octobre 2023

Bombarder l'Éthiopie, c'est à cause du 7 octobre 2023

Tuer le maximum de palestiniens, c'est à cause du 7 octobre 2023

Coloniser la Cisjordanie et expulser les palestiniens, c'est à cause du 7 octobre 2023

Tuer les militants du Hezbollah, c'est à cause du 7 octobre 2023

Plus encore que la liste des justifications des exactions d'Israël, le massacre du 7 octobre 2023 a été l'argument essentiel qui a retenu et gêné les soutiens à la résistance palestinienne, les soutiens à un éventuel état palestinien.

C'est pourquoi, il est tout de même élémentaire de se poser la question des raisons des opérations militaires du Hamas du 7 octobre 2023 et de sa nature « terroriste »

L'ARMÉE ISRAÉLIENNE SAVAIT !!

Les circonstances de ce 7 octobre ne peuvent que nous questionner.

Comment l'armée Israélienne et ses services de renseignements (les meilleurs du monde paraît-il) n'ont pas vu le 7 octobre se préparer et arriver ? Comment des services de renseignements sont capables de frapper des cibles en Iran, au Qatar, etc... et n'ont pas été capables de détecter, à ses fenêtres, 5000 combattants du Hamas qui préparaient leurs attaques ? Comment des services de renseignement capables de faire sauter les talkies walkies des 1 200 militants du Hezbollah en une seule journée, n'ont pas été capables de stopper l'attaque du Hamas ?

Sans être « complotistes », ce « décalage » nous pose question.

Et manifestement nous ne sommes pas les seuls

Le « New York Times » du 30 novembre 2023 se posait les mêmes questions. Et l'enquête du « Times » amenait quelques réponses qui jettent le trouble.

D'après le quotidien américain, le renseignement militaire israélien avait mis la main sur un document d'une quarantaine de pages (du nom de code de « Jericho Wall ») du mouvement islamiste palestinien Hamas détaillant, point par point, une vaste attaque comme celle perpétrée par des commandos le 7 octobre qui ont fait environ 1 200 morts et qui ont enlevé 251 otages en Israël.

Dès juillet, le renseignement avait averti qu'un exercice militaire que venait de conduire le Hamas ressemblait en plusieurs points au plan de l'attaque prévu dans le document « Jericho Wall ». Outre les services de renseignement, les centaines d'observatrices postées à la frontière avec Gaza ont alerté les autorités dans les jours qui ont précédé l'attaque du Hamas du 7 octobre.

Le 4 mars 2025, le service de renseignement intérieur israélien, appelé Shin Bet publiait son rapport d'enquête sur les événements du 7 octobre. Seul un court résumé est rendu public par le chef du service, Ronen Bar, mais il est suffisant pour constater les incroyables défaillances...,

Le service secret met aussi en cause directement le gouvernement israélien qui lui a refusé la possibilité d'éliminer des responsables du Hamas à Gaza pour tenter d'acheter une forme de paix

sociale, notamment après l'opération « Gardien du mur » en 2021 et ce malgré la recommandation par le Shin Bet d'une « *politique proactive* » et les plans transmis à cet effet.

ET A LAISSE FAIRE !!

Malgré les enquêtes de l'armée et des services secrets, et en dépit des demandes répétées de l'opposition et des familles de victimes, **Benyamin Nétanyahu refuse catégoriquement la mise en place d'une commission d'enquête d'État** sur le 7 octobre.

- le 17 juillet 2024, la Knesset a rejeté par 53 voix contre 51 une proposition de loi visant à établir une telle commission

- en décembre 2024, la procureure générale Gali Baharav-Miara a émis une recommandation à l'attention du gouvernement pour qu'il mette en place une commission, sans succès.

- le 21 janvier 2025, une nouvelle proposition de loi est rejetée par la Knesset par 53 voix contre 45.

Il n'y aura pas d'enquête générale, juste des enquêtes militaires parcellaires sur certains lieux :

- base militaire de Nahal Oz, située à 850 mètres de Gaza où 215 militants du Hamas ont mis en déroute les troupes israéliennes, qui ne « s'attendaient » pas à cette attaque.
- Kibboutz Be'eri en bordure de Gaza qui, malgré les alertes des gardes de sécurité dès 7 h le matin du 7 octobre n'était plus protégé et a entraîné 132 morts et 32 otages.
- Kibboutz Nir Oz qui est envahi par 700 militaires du Hamas... L'armée israélienne attend le départ des soldats du Hamas pour intervenir dans le Kibboutz selon le chef d'état-major de l'armée Herzl Halevi (qui a démissionné en mars). Pourtant, grâce à des caméras de sécurité, le commandement central de l'armée voyait en direct des dizaines de soldats du Hamas aller et venir entre Gaza et le kibboutz, et les habitants du kibboutz n'ont cessé d'envoyer des appels à l'aide !
- Kibboutz Kfar Aza, 250 militaires du Hamas envahissent le Kibboutz, rencontrent un tank de l'armée vers 7h30 qui s'en va tranquillement tandis que l'armée israélienne arrivera réellement vers 18h30...
- Point de passage d'Erez occupé en 30 minutes par le Hamas alors qu'il y a une base militaire attenante..
- Festival Nova à proximité de RE'im : L'enquête partielle indique que la police a autorisé la tenue de ce festival à proximité immédiate de Gaza sans l'accord et même contre la recommandation initiale de la hiérarchie militaire. Un accord oral aurait finalement été donné par l'armée mais sans que celle-ci ne prenne de mesures pour renforcer la sécurité autour du site, ni même n'installe de haut-parleurs pour diffuser les sirènes en cas de besoin. **De nombreux festivaliers seront tués lors de leur fuite sur les routes vers le nord ou le sud**, obligeant les festivaliers à revenir vers le site initial. Pourtant l'armée conclut en fin de matinée qu'il n'y a plus de risque pour des civils sur place....

Il ne fait donc aucun doute que pour un pays aussi militarisé qu'Israël, on ne peut accepter la thèse de la surprise et de l'impréparation. Il apparaît de plus en plus évident que le gouvernement et l'armée Israélienne savaient et qu'ils ont laissé faire.

LE PIEGE DANS LE QUEL EST TOMBE LE HAMAS !!

Il ne fallait pas être très perspicace pour envisager que le Hamas et la résistance palestinienne allaient se lancer dans des actions plus ou moins suicidaires.

En effet, avec les accords d'Abraham, les États-Unis, comme l'Europe et les pays arabes, les États du Golfe ont cru qu'il était possible de vivre en ignorant la question palestinienne, un conflit de basse intensité.

Par ces accords, les Émirats arabes unis et Bahreïn étaient les troisième et quatrième pays arabes, après l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994, à normaliser leurs relations avec Israël, et les premiers pays du golfe persique à le faire. La contrepartie était la suspension des plans d'annexion de territoires

occupés en Cisjordanie.. Annexions qui n'ont jamais arrêté ! Parallèlement à ces accords, les États-Unis se sont engagés à vendre des avions de chasse furtifs F35 aux Émirats arabes unis. Le but de ces accords était évidemment de créer un espace de business, mais aussi de créer une coalition anti-iranienne...

Restait un gros morceau : l'Arabie Saoudite.

Membre fondateur de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Arabie saoudite s'est toujours érigée en défenseur des droits du peuple palestinien. Malgré des positions verbales très dures à l'encontre d'Israël, le royaume saoudien n'a toutefois jamais participé directement aux guerres israélo-arabes

Lorsque le Hamas a lancé son attaque du 7 octobre 2023, l'administration Biden avait progressé de manière significative dans la série d'accords bilatéraux avec l'Arabie saoudite . Ces accords devaient, in fine, jeter les bases d'une reconnaissance d'Israël et de la normalisation des échanges économiques, militaires et financiers avec Israël.

Pris au piège de cet isolement, le Hamas et les palestiniens de Gaza n'avaient guère de solution pour arrêter ces processus. L'attaque du 7 octobre et la guerre qui s'en est suivie ont fait dérailler les efforts de normalisation de Ryad avec Israël. Et Ryad s'est recentré et a commencé à reconnaître qu'il lui faudrait prendre des mesures plus concrètes en vue de la création d'un État palestinien. Pour faire capoter les futurs accords entre l'Arabie Saoudite et Israël, marginalisant la population palestinienne et le Hamas, le Hamas a donc frappé fort en déclenchant son opération militaire avec des méthodes terroristes.

Israël n'attendait que cela pour liquider cette présence palestinienne. C'est pour cela que le gouvernement et l'armée ont laissé faire, qu'importe le nombre des victimes israéliennes. Au contraire même, plus le carnage était important, plus la riposte était justifiée : ce fut le 7 octobre et la guerre qui s'en est suivie

Le Hamas a donc fourni un excellent prétexte à Israël pour développer le projet politique du gouvernement Netanyahu que celui-ci avait déjà exprimé dès les années 2010 :

- L'élimination physique du maximum de palestiniens, (on en est à plus de 65000)
- L'évacuation totale de la bande de Gaza et sa destruction
- Reprendre massivement la colonisation de la Cisjordanie
- Détruire définitivement l'hypothèse d'un état palestinien
- Isoler l'Iran pour développer des relations économiques et financières avec les pays du golfe persique (Rappelons qu'Israël est un pays en faillite soutenu par les USA).

LA RECONNAISSANCE SYMBOLIQUE.... D'UN ETAT PALESTNIEN VIRTUEL !

Nous avons déjà dit ce que nous pensions d'une solution à 2 états (voir article précédent). Son impossibilité est encore plus évidente aujourd'hui.

Au lieu de prendre des sanctions « efficaces », de rompre les relations commerciales et économiques pour arrêter le génocide en cours à Gaza, un certain nombre de pays reconnaissent « l'état de Palestine » au moment même où la constitution d'un tel état est définitivement finie.

Il s'agit donc d'une mesure symbolique qui ne coûte pas cher et donne un supplément d'âme pour dire que l'on condamne le massacre en cours à Gaza et la disparition du peuple palestinien en tant qu'entité. L'Europe aurait tout intérêt à non seulement se démarquer des États Unis mais aussi à combattre la stratégie de Trump et des USA dans cette affaire.

La stratégie américaine est claire : faire du moyen Orient une zone économique et financière pouvant servir de débouchés à un capitalisme à bout de souffle. Evidemment, dans cette stratégie, l'existence des peuples n'a pas sa place.

Sauf que malgré les massacres à grande échelle, un peuple ne disparaît pas. Le plan de paix de Trump est un plan qui vise à soit prolonger la guerre le plus longtemps possible, soit à mettre les palestiniens sous tutelle (et sans doute les deux). Revenir au temps des protectorats (avec Blair !), c'est revenir avant la lutte pour l'indépendance des peuples contre la colonisation !

L'arrêt immédiat de la guerre et du génocide est possible si les pays s'opposent à la politique trumpiste, car sans les USA, Israël n'existe pas.